

## REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-trois le trente-août à dix-neuf heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 23/08/2023

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoint), Yves DURET, Georges GRANGE, Régine COMBE, Noël CASTE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Martine RIZZON, Nathalie FAVRE, Pierre GOLDIN (arrivé à 19h39), Aurélie BLAUD, Fabrice DANNA. (conseillers municipaux)

Absents excusés :

Absent :

Secrétaire de séance : Céline REVOL

### **2023-115 : RH : Aménagement du temps de travail : Passage au 1607h (délibération)**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** les articles L611-1 à L613-11 du Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

**Vu** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115,

**Vu** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 47 ;

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

**Vu** le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

**Vu** la délibération du 26 septembre 2000 relative à l'aménagement du temps de travail portant validation du passage au 35h

**Considérant** l'avis favorable du Comité Social en date du **4 juillet 2023**,

**Considérant** que l'article 47 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

**Considérant** qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

**Considérant** que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

**Considérant** que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Madame Le Maire précise aux membres du Conseil Municipal que cette délibération vise simplement à acter les pratiques déjà présentes à Romagnieu en matière de gestion du temps de travail des agents.

**Le Maire propose à l'assemblée :**

#### **Durée annuelle du temps de travail**

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

<b>Nombre total de jours sur l'année</b>	365
<b>Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines</b>	-104
<b>Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail</b>	-25
<b>Jours fériés</b>	-8
<b>Nombre de jours travaillés</b>	= 228
<b>Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures</b>	1596 h arrondi à 1600 h
<b>+ Journée de solidarité</b>	+ 7 h
<b>Total en heures :</b>	1 607 heures

*Le Maire précise que la journée de solidarité pourra être effectuée de la manière suivante :*

➤ Lors d'un jour férié précédemment chômé (à l'exclusion du 1<sup>er</sup> mai) *exemple : le lundi de pentecôte*

➤ elle pourra être lissée dans l'annualisation du temps de travail. Cette solution ne sera possible que pour les agents travaillant à l'école et au service périscolaire.

➤ par toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion de congés annuels *exemple : ces 7 heures pourront être accomplies dans le cadre d'heures complémentaires voire supplémentaires (modulation du choix au 28 février)*

L'agent devra faire connaître son choix au plus tard le 28 février de l'année civile. Enfin, la journée de solidarité sera proratisée en fonction du temps de travail de l'agent.

#### **Garanties minimales**

L'aménagement du temps de travail doit, en toute hypothèse, respecter **des garanties minimales** fixées par la directive européenne n°95/104/CE du Conseil de l'Union européenne du 23 novembre 1993 et par le décret n°2000-815 du 25 août 2000, reprises dans le tableau ci-dessous :

<b>Décret du 25 août 2000</b>	
<b>Périodes de travail</b>	<b>Garanties minimales</b>
Durée maximale hebdomadaire	- 48 heures maximum (heures supplémentaires comprises) - 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives
Durée maximale quotidienne	10 heures
Amplitude maximale de la journée de travail	12 heures
Repos minimum journalier	11 heures
Pause	20 minutes pour une période de 6 heures de travail effectif quotidien
Travail de nuit	Période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprises entre 22 heures et 7 heures

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service, et de rendre ainsi un meilleur service à l'utilisateur.

En outre, conformément à l'article 6 de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, une journée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Elle prend la forme d'une journée supplémentaire non rémunérée pour les agents (fonctionnaires et agents contractuels).

Cette journée de solidarité est incluse dans la durée légale annuelle du temps de travail, qui est de 1607h pour un agent à temps complet.

Pour un agent à temps non complet ou à temps partiel, la durée du travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

L'assemblée est amenée à se prononcer sur les nouvelles modalités d'application de ce dispositif au niveau de la collectivité.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Madame Le Maire et après en avoir délibéré,

## DECIDE

**Article 1 :** La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures, dans les conditions rappelées ci-avant.

**Article 2 :** Dans le respect de la durée légale du temps de travail, les services suivants sont soumis au cycle(s) de travail comme suit :

Service	Cycle de travail	Bornes horaires quotidiennes du service	Bornes hebdomadaires du service	Modalités de repos et de pause
<i>Service administratif</i>	<b>Cycle hebdomadaire :</b> 35h par semaine (sur 4,5 jours ou 4 jours pour TC)	8h-17h30	Du lundi au samedi (travail 1 samedi/2 pour l'agent d'accueil)	Pause méridienne : 45 min Maximum : 1h30
<i>Service Petite Enfance (Ecole/Cantine Périscolaire)</i>	<b>Cycle de travail</b> avec temps de travail annualisé (1607h pour un agent à temps complet)  <i>Période de forte activité : 36 semaines</i>  <i>Période faible activité : vacances scolaires</i>	7h30-19h00	Du lundi au vendredi (sauf mercredi)	Pause méridienne : 45 min
<i>Services Techniques *</i>	<b>Cycle hebdomadaire hors saison :</b> 35 heures par semaine sur 4,5 jours.  <b>En saison estivale 35h du</b>	<b>Cycle saison estivale</b> à compter du 01/06 au 31/08 6h-13h  <b>Cycle hors saison estivale :</b> 01/09 au 31/05 :	<b>Saison estivale</b> du lundi au vendredi 6h00/13h	<b>Saison estivale :</b>  Journée continue donc 20 minutes de pause pour 6h de travail consécutives

	01/06 au 31/08 : sur 5 jours du lundi au vendredi (7h/jour)	7h30/12h- 13h30/17h00 et vendredi 7h30- 12h donc 37h30 avec 1 vendredi de récupération tous les mois sur période : soit (35h)	<b>Hors saison estivale : Lundi</b> au vendredi de 7h30-17h	<b>Hors saison estivale : Pause</b> de 1h30
<b>Médiathèque</b>	<b>Cycle de travail :</b> 28h/semaine	8h30-18h30 du mardi au samedi ( avec variantes : Mardi/Jeudi 17h- Mercredi : 17h30-vendredi 18h30	Du mardi au samedi matin (sauf si accueil RAM vendredi précédent)	Pause méridienne : 2h (sauf le jeudi 1h30)

**\* Remarque :** Les services Techniques ont un rythme différent en saison estivale en raison de l'activité de la Base de Loisirs gérée par la mairie et des éventuelles fortes chaleurs.

### **Article 3 :**

La fixation des horaires de travail des agents relève de la compétence du Maire dans le respect des cycles définis par la présente délibération.

### **Article 4 :**

D'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant :

➤ Lors d'un jour férié précédemment chômé (à l'exclusion du 1<sup>er</sup> mai) *exemple : le lundi de pentecôte*

➤ elle pourra être lissée dans l'annualisation du temps de travail. Cette solution ne sera possible que pour les agents travaillant à l'école et au service périscolaire.

➤ par toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l'exclusion de congés annuels *exemple : ces 7 heures pourront être accomplies dans le cadre d'heures complémentaires voire supplémentaires (modulation du choix au 28 février)*

L'agent devra faire connaître son choix au plus tard le 28 février de l'année civile.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

Sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Technique compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

### **Article 5 :**

La fiche de poste sur laquelle figure le cycle de travail de l'agent sera réactualisée chaque année pour les agents annualisés intervenant notamment au service enfance/périscolaire/cantine. Elle pourra être également modifiée en cas de nouveau recrutement et sur demande de l'agent mais toujours sur approbation de l'autorité territoriale.

### **Article 6 :**

La délibération entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les délibérations antérieures relatives aux cycles de travail sont abrogées à compter de cette entrée en vigueur.

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 30 août 2023

Le Maire, **Céline REVOL**

